

dans les Entreprises.

VIE ÉCONOMIQUE

CORPORATISME ET SOCIALISME

OU VA-T-ON ?

C'est la question que chacun se pose en apprenant que Jean Coutrot vient d'être nommé Président du Centre National d'Organisation Scientifique du Travail par Spinasse.

Or Jean Coutrot est l'auteur du « Nouvel Humanisme Économique », livre traitant des Ententes industrielles.

Plusieurs articles parus dans la « Jeune Garde » ont précisé ce que sont ces Ententes industrielles : cartels corporatifs patronaux essayant par une soi-disant collaboration de faire passer les syndicats ouvriers sous leur contrôle. Par ce moyen ils pourront empêcher les grèves, surexploiter les ouvriers en diminuant leur salaire et en augmentant leur rendement ce qui leur permettra de pouvoir soutenir la concurrence sur les marchés étrangers. Ils pourront en outre contrôler le lancement d'entreprises concurrentes et les couler si elles ne veulent pas entrer dans les Ententes. Cette cohésion dans la production les mettra en mesure de rarefier quand ils le voudront les denrées sur le marché pour faire

monter les cours, donc d'affamer la population.

C'est donc en fait l'établissement en France d'une économie semblable au corporatisme fasciste italien. Les capitalistes éviteront la chute — tout au moins momentanément — auront en mains tous les leviers de commande de l'économie et se trouveront plus forts que jamais.

Elle est la signification de cette nomination.

Spinasse a-t-il bien pensé à ce qu'il faisait ?

S'il en connaît les conséquences, comment qualifier sa décision ?

Qu'en pense le gouvernement de Front Populaire ?

Et surtout qu'en pense la masse des exploités qui va l'être plus que jamais par les Ententes industrielles ?

Nous devons dénoncer plus que jamais le danger de la collaboration entre les syndicats ouvriers et le patronat, les prolétaires ne se prêteront pas à cette manœuvre. Ils réagiront rapidement et fermement pour organiser un véritable régime socialiste qui sera seul capable de leur assurer la liberté et l'abondance.

R. B.

La lutte contre les Trusts

A LA C. P. D. E.

La C. P. D. E. est cette puissante compagnie qui a charge de l'exploitation de l'électricité de Paris. Elle s'acquitte de cette exploitation dans son sens le plus précis : Exploitation du personnel, Exploitation des usagers.

Examinons d'abord l'Exploitation du personnel de base de cette société anonyme qui, avec un capital de 100 millions, réalise un bénéfice de près de 80 millions.

Il nous souvient, qu'à la suite d'une discussion relative au prix du courant, lors d'une séance du Conseil municipal, le Directeur des travaux indiquait que le salaire horaire moyen s'élevait à 14 fr. 43 en 1932.

Ce chiffre, indiquait-il, justifiait le prix du courant. (Voir Bulletin municipal officiel du 12 juillet 1933.)

Nous serions ravis de croire que des travailleurs puissent être rémunérés, et ce serait justice, sur un pareil taux. Mais il y a loin des 14 fr. 43 horaire, et nous

sommes stupéfaits d'une telle affirmation lorsqu'on compulse le bulletin de paie.

Nous lisons 675 fr. 50. Ceci étant la paie pour un mois de travail, et comme ce tarif n'est pas une exception, nous pensons que, pour compenser une telle différence à la base, la rémunération au sommet est inversement proportionnelle. tant que par son absurdité, arrive à se détruire lui-même.

Contradiction du régime capitaliste, de ce régime qui, par son égoïsme au-

capitaliste qui occupe les hauts emplois non pas tant par sa puissance intellectuelle que par sa puissance d'argent et qui, hargneuse et méchante, refuse le salaire nécessaire, compatible avec les besoins normaux qu'ont les travailleurs pour vivre décemment.

Hypocrisie également de tenter auprès des usagers la justification d'un prix du courant que tous : commerçants,

LUTTE DE CLASSE

40 Heures et rajustement des salaires

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, n'a été qu'une histoire de lutte de classe.

Karl MARX.

(manifeste communiste)

Malgré le Gouvernement de Front populaire issu de la volonté des masses, les classes et les rapports entre elles n'ont pas disparu comme par enchantement.

Le Gouvernement de Front Populaire gouverne dans le régime capitaliste il ne construit pas le socialisme, c'est Léon Blum, lui-même, qui l'a affirmé de nombreuses fois.

Pour construire le socialisme, il faut abattre avant tout la classe dominante et tout son système social basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

On a répété un peu partout que la crise actuelle était la crise finale du régime et on s'étonne que les antagonismes de classes grandissent sans cesse.

Il est évident que le régime qui cherche à se survivre, ne peut le faire que dans la recherche du profit, donc dans la centralisation économique qui évite la réduction des frais généraux, c'est-à-dire la diminution des salaires, l'écrasement du prolétariat.

C'est donc à ce moment précis que les conflits s'accroissent entre les ouvriers qui veulent vivre et le patronat qui veut les opprimer encore plus.

En juin le capitalisme a dû céder devant la volonté des masses, par la suite, il a procédé à l'augmentation du coût de la vie.

De plus, aujourd'hui, ils sabotent les lois sociales de juin et dans beaucoup d'industries telles que : câbles, isolants, lampes, fermetures et persiennes métalliques, imprimerie sur métal, les quarante heures ne sont pas appliquées, malgré que

industriels et les usagers en apparemment viennent nous dénoncer quotidiennement. Du reste, nous reparlerons de cela, en détail, dans un prochain article.

Il y a une chose qui est aussi à signaler : c'est le recrutement de la C. P. D. E. Les quelques financiers à qui la collectivité (c'est-à-dire tous les citoyens de Paris) a confié la gestion du plus important service public ne recrute son personnel, actuellement, que dans les formations factieuses. (Nous ne redoutons aucun démenti sur ces faits.)

Quelle serait la répercussion, en cas de putsch fasciste avec un tel recrutement ?

Il est du devoir préfectoral et gouvernemental d'envisager cette éventualité et de contrôler cette action néfaste à tous points de vue.

Nous reparlerons également du scan-

le décret promulgué en demandant l'application à partir du 6 décembre.

Malgré les interventions gouvernementales, les conflits métallurgiques du Nord et de la Meurthe-et-Moselle dure et jusqu'à vendredi dernier, les usines étaient occupées.

Dans beaucoup d'autres branches économiques, la grève continue, malgré les jaunes, malgré les patrons les plus violents qui n'hésitent pas à tuer les ouvriers. A Clichy, par exemple.

Les laquais du capitalisme s'agitent. Daladier et les vieilles barbes du Sénat hurlent au sabotage de la défense nationale et à la violation de leur légalité.

Aujourd'hui, le dilemme est le suivant :

Où la classe ouvrière passera outre de la légalité bourgeoise, y compris les dernières lois contre la grève votées par le Parlement ;

Où la classe ouvrière sera écrasée et acceptera la paix sociale au moment où la guerre de classe s'accroît en France et internationalement (Espagne, Grève de Singapour, etc.).

Les jeunes socialistes ont choisi,

ils restent envers et malgré tout partisans des fondements même du socialisme.

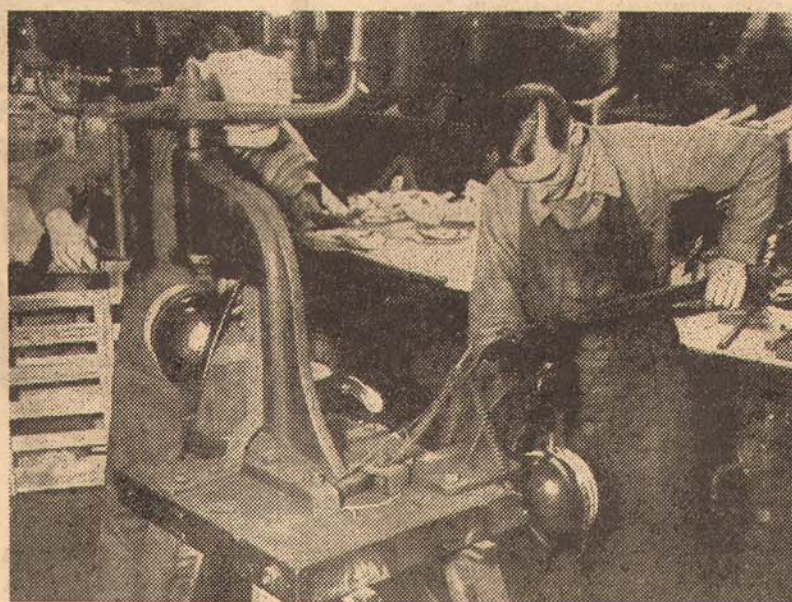
LA RECONNAISSANCE DE LA LUTTE DES CLASSES

A l'usine, au bureau, au chantier, dans les magasins, nous continuerons la lutte pour l'application des 40 heures qui offrent de grande possibilité d'action à la classe ouvrière et affaiblissent le régime capitaliste.

Nous lutterons pour le rajustement des salaires — c'est-à-dire l'échelle mobile des salaires, si la vie augmente augmentation proportionnelle des salaires.

Aujourd'hui il y a un décalage tel que l'on peut affirmer que l'exploitation capitaliste est plus forte qu'avant les grèves de juin, ne serait-ce que pour les chômeurs ?

Nous ne laisserons pas porter atteinte aux maigres droits que nous donne le régime nous continuerons à lutter pour leur élargissement non en acceptant la paix sociale qui prépare la guerre mais en continuant la lutte de classe qui n'aura de cesse que lorsque le régime capitaliste n'existera plus.



Casques pour nos agents... Rivage de la partie dorée sur le dessus du casque.

dale des colonnes montantes et nous examinerons les prix de location de cette puissante compagnie qui se pose en professeur de vertu par rapport aux autres exploités désignés sous le nom de « colonnards ».

Dans l'intérêt du personnel, dans l'intérêt des usagers, nous demandons la socialisation des grands services publics.

Aidez-nous à lutter contre les grands trusts affameurs.

A bas le capitalisme qui fait crever les jeunes.

Nouvelles Grèves

Lyon. — Charbonniers.

Marseille. — Coiffeurs.

Perpignan. — Bâtiment.

Yssingeaux. — Usine métallurgique

Reviron; usine de caoutchouc mousse, à Aurec-sur-Loire.

Travailleurs, continuez votre lutte, la grève reste, malgré tout, l'arme décisive du prolétariat.

DE NOS CORRESPONDANTS

ODIEUSE EXPLOITATION DES JEUNES

Nous recommandons particulièrement la maison « Pinard », 1, rue de Maistre, Paris-18°, qui exploite honteusement ses employées, jeunes filles de 16 à 18 ans, leur faisant accomplir 62 heures de travail par semaine, malgré le tableau de travail affiché dans la boutique.

RENAULT est-il un centre de recrutement du Parti Social Français ?

Certains jeunes ont été au bureau d'embauche pour avoir du travail.

Est-il exact qu'on leur remette une feuille de renseignements avec, en-dessous, un bulletin d'adhésion au P. S. F. ?

Ainsi donc, après la carte de membre du syndicat professionnel qui est un syndicat « jaune » aux ordres de Renault. Voici de la propagande pour les bandes fascistes. Belle démocratie ! C'est de cette façon, en forçant les ouvriers à faire parti du P. S. F. et sous cette condition, que ceux-ci peuvent obtenir du travail.

Nous demandons à nos collègues de faire cesser immédiatement cet honteux marchandage de la liberté d'opinion et du droit du travail.

Section de J. S. de Renault.

Chez Sautter-Harlé

Depuis quelque temps plusieurs jeunes socialistes sont victimes de brimades au sujet des événements d'Espagne, de la part des camarades communistes militants et sympathisants. Ils demandent au camarade secrétaire des J. C. de faire son possible pour faire cesser ces brimades qui auraient pour but d'empêcher tous pourparlers dans l'usine entre J. C. et J. S. de l'usine.

La Section (J. S.).

Le Prolétariat se défend

Ce conflit du Nord et de la Meurthe-et-Moselle dure, malgré les interventions gouvernementales.

S. I. T. Théâtre. — Un délégué suppléant est mis en congé. Occupation de l'usine par les ouvriers.

Depuis le 31 octobre les tapisseries sont en grève, malgré le patronat qui veut rétablir le travail aux pièces.

La grève d'Asnières-sur-Oise dure toujours, malgré les jaunes qui ont été contraints à se retirer.

Resterez-vous chômeurs ?

Le scandale des centres de Formation professionnelle va-t-il encore durer ?

Depuis quelques mois les murs des bureaux de placement sont décorés par une nouvelle affiche provenant du Ministère du Travail.

« Resterez-vous chômeurs ? » interroge l'affiche. On demande (en province) des tourneurs ajusteurs, fraiseurs (?). Hâtez-vous d'apprendre ces métiers !

Un jeune chômeur, qui a vécu 8 mois au centre de rééducation professionnelle d'Amboise, écrit pour mettre les chômeurs au courant des méthodes employées vis-à-vis des jeunes qui veulent apprendre un métier dans la métallurgie : tourneurs, ajusteurs, etc. :

« Le centre de rééducation professionnelle a été organisé par la Société anonyme des anciens Etablissements Barbier, Bernard, Turenne, siège social : 82, rue Curial à Paris. Les établissements B.B.T., avec l'aide de M. Ziegel, ingénieur principal du Génie maritime et des bureaux de placement

de Paris et de la région parisienne, ont commencé à recruter des chômeurs au mois de janvier 1936. A ce moment, l'usine d'Amboise, destinée à les recevoir, n'était pas encore montée et les bâtiments se trouvaient dans un état de délabrement complet. Les premiers chômeurs ont dû se livrer tout d'abord aux travaux de nettoyage et de réparations indispensables, mettre en état de marche des machines complètement démontées et incomplètes.

« Ces différents travaux, effectués en plein hiver, sans aucun chauffage, rendaient bien entendu tout apprentissage impossible.

« Ils ont dû également procéder aux déchargements des camions venant de Paris et transportant le matériel de cette entreprise.

« Vers mars-avril, l'instruction commença et ne dura que quatre heures par jour, temps insuffisant puisque le stage ne devait durer que six mois. Pour le travail productif effectué pendant les quatre autres heures les chômeurs recevaient une prime de un franc de l'heure, somme dérisoire en regard du travail produit.

« D'autre part, l'allocation qui, à Pa-

Le malheur d'être jeune

(III)

ris, était de 10 francs par jour n'était plus à Amboise que de 9 francs, soit une paye hebdomadaire de 87 francs. Sur cette somme, il nous était retenu pour pension et logement 52 fr. 50 ainsi que 6 francs de cours techniques par semaine. En ce qui concerne l'instruction, l'outillage était complètement insuffisant. Il y avait deux tours pour seize stagiaires travaillant à tour de rôle, ce qui donnait, pour chacun, environ 4 heures de tour tous les huit jours ouvrables.

« D'autre part, pour les élèves ajusteurs, le matériel fourni était usagé, grossier et insuffisant (constatation faite par M. Chaillé, du Ministère du Travail, à sa visite du mois d'avril) ; ils étaient livrés à leur complète initiative, l'instructeur n'intervenant jamais pour les aider ou les conseiller. A la suite de réclamations formulées par les jeunes chômeurs, la direction, à titre de

MINISTÈRE DU TRAVAIL

RESTEZ-VOUS CHÔMEURS ?



HÂTEZ-VOUS D'APPRENDRE CES MÉTIERS

Si vous avez moins de trente ans

CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Renseignements Office de Placement : 41, Rue de Javel (15°) 4, Rue Lobau (14°)

sanction, supprima notre indemnité de travail de 4 francs par jour. Le 7 juillet, nous étant plaints à M. Boucher, celui-ci nous fit la réponse suivante : « Nous sommes obligés de passer par les conditions des ouvriers, car nous ne pouvons faire autrement, mais quant à vous, chômeurs, nous n'accepterons jamais vos revendications. C'est déjà bien suffisant de vous subir ». En fait, la B.B.T. nous « subissait » pour obtenir des commandes de l'Etat ainsi que des subventions diverses. A partir de cette date, la direction ne s'occupa plus de nous, nous ignorant totalement. Le 11 septembre on nous informa que le centre était fermé. Nous fûmes obligés de revenir à Paris grossir à nouveau les rangs des chômeurs, alors qu'au départ, on nous avait promis qu'après un sacrifice de quelques semaines, nous serions un peu rémunérés, puis, par la suite, embauchés dans la profession que nous aurions prise.

Ce jeune met en garde les chômeurs qui désireraient partir en les avertissant qu'ils ne trouveraient là-bas que des déceptions et plus grande misère.

Je pense aussi qu'il faut remédier à cet état de choses. Les jeunes ont le désir sain de trouver du travail, d'apprendre un métier ou de se perfection-

ner. Mais nous ne pouvons être d'accord avec les procédés employés pour le recrutement dans les centres de formation et plus particulièrement sur l'exploitation éhontée dont sont victimes les jeunes. Nous ne comprenons pas que le gouvernement Léon Blum laisse employer les méthodes innovées par les gouvernements réactionnaires. Les jeunes veulent du travail, mais avec le salaire de la profession, avec le respect des usages et coutumes du métier. Travailler six mois ou un an pour l'allocation seulement est une méthode fasciste. Avec les jeunes, nous demandons :

1° De multiplier partout les centres d'apprentissage et de rééducation professionnelle avec la participation et le contrôle des syndicats ouvriers ;

2° Placement aux mêmes conditions que les autres ouvriers de la profession.

3° Au cas de départ volontaire en province, contrat de travail garantissant le salaire, les heures de travail et le retour gratuit, voyage, meubles, etc. ;

4° Au retour, réinscription à l'allocation de chômage.

(A suivre.)